Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

115 | 2008

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses (2006-2007)

Sociologie des religions et de la laïcité

Valentine Zuber

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/324>

DOI : 10.4000/asr.324

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 341-342

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Valentine Zuber, « Sociologie des religions et de la laïcité », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 115 | 2008, mis en ligne le 13 octobre 2008, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/324> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.324>

Sociologie des religions et de la laïcité

I. Une autre laïcité : histoire de la sécularisation à Genève et en Suisse romande

Nous avons commencé par établir la chronologie de l'histoire de Genève et de la Suisse, de la Réforme à nos jours, afin de distinguer les grandes évolutions et les ruptures dans les relations Églises-États dans cette région européenne. Puis nous avons étudié les étapes de la politique de laïcisation, tant au niveau fédéral qu'au niveau cantonal, en Suisse du ^{xix}^e et ^{xxi}^e siècles.

Nous nous sommes ensuite focalisés sur le cas particulier de Genève. Celle-ci a d'abord été une République indépendante de la Réforme (1535-1536) jusqu'à l'invasion française en 1798. En 1813, Genève recouvre son indépendance et adhère au Pacte helvétique qui lie déjà plusieurs cantons suisses. La politique religieuse étant le domaine réservé des Cantons, Genève présente alors une histoire particulière en raison de l'adjonction territoriale qui lui a été faite durant le Congrès de Vienne (1815-1816). Genève est en effet devenue l'un des rares cantons mixtes de Suisse d'un point de vue confessionnel. Le ralliement d'une importante population catholique habitant sur les nouveaux territoires annexés à la République explique l'importance donnée au facteur religieux dans la politique genevoise, tout au long du ^{xix}^e siècle.

C'est pourquoi nous avons étudié très précisément l'histoire de ce nouvel État genevois, face au challenge que représentait le retour du culte catholique dans la ville-État. Le pluralisme bi-confessionnel a d'abord été introduit légalement par le pouvoir français entre 1798 et 1813. Genève a dû appliquer le système français des Cultes reconnus après la signature du Concordat de 1801-1802 conclu entre l'État français et le Saint-Siège. La particularité de l'Église nationale protestante a cependant été conservée dans le département du Léman dont Genève a été la préfecture durant toute cette période. La Restauration de l'indépendance genevoise de 1814 a certes été un retour aux traditions politiques de l'ancienne République de Genève, mais la légalité du culte catholique entretenu par l'État a été maintenue en raison des changements territoriaux. Dans la partie savoyarde des nouveaux territoires, la protection du catholicisme a été garantie par le Traité de Turin conclu entre Genève et le Royaume de Sardaigne lors du Congrès de Vienne de 1815. Cette ingérence

étrangère en matière religieuse a fait sentir ses effets tout au long du XIX^e siècle. Nous l'avons donc étudiée en développant plusieurs thèmes :

Tout d'abord nous avons décrit les rapports privilégiés entre l'Église nationale protestante et l'État genevois, de 1814 à 1907. Puis nous avons évoqué le statut particulier de l'Église catholique romaine, et le problème de l'éventualité de la re-crédation d'un évêché à Genève, entre 1814 et 1873. Nous avons consacré une séance du séminaire à l'étude du radicalisme romand et genevois et à sa conception des relations Église-État à travers l'épisode fortement anticlérical mais aussi laïcisateur du Kulturkampf genevois (1871-1886). Cela nous a permis de préciser les idées politiques et religieuses de l'époque et en particulier d'analyser le mythe récurrent de la « cité de Calvin » dans le cadre de la difficile gestion du pluralisme à Genève. Nous avons enfin consacré plusieurs séances à l'histoire de la séparation des Églises et de l'État à Genève en 1907 en la comparant aux autres politiques de séparation en France et aux États-Unis d'Amérique.

II. Les relations Églises-États à l'époque contemporaine

La deuxième partie de notre séminaire a été consacrée à l'étude des relations Églises-États dans le monde à l'époque contemporaine. Ce séminaire a bénéficié des apports de Rita Hermon-Belot (EHESS) et de Jean Baubérot (EPHE).

Rita Hermon-Belot a ainsi traité des relations Églises-États dans l'Europe d'Ancien Régime, de l'acclimatation de la pluralité religieuse en France, du pluralisme religieux et du libéralisme politique pendant tout le XIX^e siècle français. Son intervention s'est conclue par une étude des modalités prises par la non-reconnaissance française des cultes dans la France d'aujourd'hui.

Jean Baubérot a, quant à lui, tracé un tableau des débuts de la laïcité (Lumières, despotisme éclairé et révolutions). Puis il a évoqué les différentes modalités de la laïcisation en Amérique (Mexique, Amérique latine, Canada). Nous nous sommes nous-mêmes chargés de la partie européenne de cette étude en étudiant successivement les relations Églises-États dans l'Europe protestante du XIX^e au XXI^e siècles, en nous attardant sur les cas anglais, allemands, suisses et scandinaves.